

Le 15 septembre 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 8 août 2023

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles LURTON :

Bonjour, merci à tous de votre présence ce soir en cette soirée du mois d'août. Je vous expliquerai bien sûr d'ici quelques instants ce qui m'a conduit à convoquer ce Conseil municipal.

En attendant, je vais demander au plus jeune d'entre nous, c'est-à-dire Monsieur Florian LEMEE, de bien vouloir faire l'appel.

M. Florian LEMEE :

Merci, Monsieur le Maire, je vais donc procéder à l'appel.

M. Gilles LURTON :

Merci, Monsieur Florian LEMEE.

Nous sommes donc 24¹ personnes et nous avons 12 pouvoirs, le quorum étant de 22. Nous pouvons délibérer valablement.

Nombre d'entre vous le savent, l'association sportive Jeanne d'Arc se trouve confrontée à d'importantes difficultés financières. Monsieur TURCAS rentre donc avec son pouvoir. Nous sommes donc 25. C'est cette situation qui m'a conduit aujourd'hui à convoquer le Conseil municipal pour vous proposer d'adopter 2 délibérations permettant à l'Association de faire face à ses engagements dans les semaines à venir. Je vais sans doute être un petit peu long dans cette présentation, mais je tiens à ce que tous les éléments qui nous ont conduits à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, soit parfaitement explicités lors de ce Conseil, de façon à ce que les choses soient complètement transparentes.

Tout d'abord, je veux vous remercier d'avoir accepté d'être présents en comprenant parfaitement que la période est peu propice à ce genre de réunion et que bon nombre d'élus n'ont pu être présents ce soir pendant une période de congés dont nous avons tous besoin. Je vous confirme que le quorum nous permet de délibérer valablement.

¹ Le nombre d'élus présents en salle du Conseil Municipal était de 27.

L'objectif de la principale délibération qui vous est proposée ce soir est donc de garantir à 100 % un emprunt de 200 000 € par l'association sportive Jeanne d'Arc auprès du Crédit Mutuel de Bretagne. À cette fin, nous devons, dans une première délibération, passer un avenant à la convention d'objectifs qui nous lie à l'association visant à nous permettre ensuite d'accorder cette garantie d'emprunt. Si vous le voulez bien, je rapporterai ces 2 délibérations simultanément et nous débattons ensuite. Je vous proposerai après de passer au vote délibération par délibération. Mais d'emblée, je souhaite affirmer notre volonté de permettre à ce club sportif de surmonter les difficultés auxquelles il est aujourd'hui confronté, d'abord parce que nous pensons que la situation que rencontre la Jeanne d'Arc n'est pas irrémédiable, ensuite parce que nous voulons que cette association puisse continuer à occuper toute sa place dans le paysage sportif malouin avec l'esprit qui est le sien, avec cette volonté qui l'anime de permettre à toutes et à tous de pratiquer une activité sportive. Cette volonté aussi de favoriser la pratique sportive dans tous les milieux et notamment au sein du quartier prioritaire de la ville, avec des actions spécifiques qui sont conduites, des actions spécifiques également en faveur des détenus de la prison, avec aussi des actions spécifiques en faveur des enfants en situation de handicap. Les spectacles de fin d'année auxquels nous avons tous pu assister, nous montrent le dynamisme des sections, la qualité des disciplines proposées, l'engagement des bénévoles qui animent les différentes pratiques sportives. Nous pensons très fortement qu'il n'est pas possible de tirer un trait sur autant de dynamisme, sur autant de générosité.

J'ajouterai à ces éléments humains que, alors que nous venons de trouver une solution à l'éternel problème posé par l'état des locaux de cette association dont il faut le préciser ici, l'association n'est pas propriétaire et qui lui coûte tous les ans beaucoup d'argent pour des mises aux normes de sécurité, il nous semble de notre devoir de l'accompagner au moment même où nous allons construire une nouvelle salle de sport sur le programme Découverte construite par le groupe REALITES dans le quartier de la Découverte en remplacement des locaux historiques du boulevard Gouazon.

Si vous le voulez bien, je vais maintenant porter à votre connaissance l'historique du travail qui nous conduit aujourd'hui à vous proposer ces 2 délibérations :

- Le 09 mars 2023, au cours de son Assemblée Générale annuelle, le rapport financier de la Jeanne d'Arc a fait apparaître un déficit de 191 000 € au 31 août 2022 et au niveau de la trésorerie, un déficit de 2 000 €. Face aux créances à honorer, l'association se trouve alors en situation de risque de cessation de paiement à court terme. Le commissaire de l'association, c'est le commissaire aux comptes de l'association, comme c'est son rôle, déclenche alors la procédure d'alerte et le Président de l'association me demande un entretien afin d'évoquer cette situation et solliciter le soutien de la commune.

- Le 27 mars 2023 une première réunion se tient en présence des représentants de l'association, du comptable, du commissaire aux comptes et d'élus municipaux, évidemment, de moi-même. L'association nous indique alors avoir besoin de 275 000 € supplémentaires pour tenir jusqu'au 31 août 2023. Elle explique cette situation financière par le maintien de salaire des salariés pendant la période COVID, des remises sur cotisation pendant cette même période, une baisse des adhérents évidemment,

toujours pendant la période COVID : 700 adhérents en moins au total pendant cette période. Enfin, une augmentation très importante, que nous avons tous vécu dans nos différents domaines, des dépenses de fluides, d'électricité et de chauffage des locaux, en augmentation liés à la crise économique. À l'occasion de cette réunion, nous avons demandé des compléments d'informations sur les comptes ainsi que des mesures structurelles d'organisation visant à faire face à ces déficits.

- Le 3 avril 2023, nous avons rencontré une 2^{ème} fois l'association qui a pu nous fournir des éléments sur la situation comptable de l'association et nous lui avons demandé de nous communiquer avant la fin du mois de mai, des propositions de rétablissement de l'équilibre financier permettant de garantir la pérennité économique de l'activité préalable indispensable à tout soutien de la Ville.

- Le 14 avril 2023, j'ai adressé un courrier au Président de l'association cadrant les modalités de soutien de la Ville. Nous prenons alors la décision de verser les 2 derniers acomptes de la subvention. La subvention est versée en 3 fois, une fois au mois d'avril, une fois au mois de juillet, une fois au mois d'octobre. Nous avons tout versé d'un seul coup et soumettons tout autre forme de soutien à un certain nombre de conditions, le versement de la subvention ne suffisant pas. Nous avons dit à la Jeanne d'Arc que notre soutien serait subordonné à un certain nombre de conditions :

- La première, modifier la gouvernance de l'association afin que les différentes sections composant l'association ne puissent engager aucune dépense sans la validation de son trésorier et de son Président. En fait, l'association fonctionne de la façon suivante : les sections fonctionnent indépendamment des unes des autres et utilisent le montant des cotisations des adhérents des sections pour faire face à leurs propres dépenses sans avoir de retour de l'organisation générale qui assume les principales dépenses. Nous avons demandé de mettre fin à cette situation.

- Pérenniser la commission financière mise en place afin d'exercer un contrôle au moins mensuel de la gestion de l'association. Le Président, les coprésidents de la JA et le Bureau se sont entourés de 3 experts-comptables retraités chargés d'assurer un contrôle sur les comptes de l'association. Nous avons demandé à ce que le travail de ces personnes soit pérennisé d'une façon ou d'une autre et ces personnes sont volontaires pour le faire.

- Transmettre au mois de septembre de chaque année un budget prévisionnel pluriannuel sur 5 ans actualisé.

- Communiquer à la Ville au mois de septembre de chaque année un prévisionnel des décaissements et encaissements mois par mois sur l'année entière.

- Communiquer avant le 15 de chaque mois un état des réalisations, des encaissements et décaissements du mois précédent. Tout dépassement significatif devra être justifié et accompagné de propositions visant à rétablir la trajectoire budgétaire. Ce sont les demandes que nous avons adressé à l'association, en concertation évidemment avec eux au cours des réunions que nous avons eues.

- Initier une réflexion sur le périmètre des activités proposées par l'association ainsi que sur une plus grande complémentarité et mutualisation avec les autres structures offrant sur le territoire des prestations similaires. Nous pensons qu'il y a un travail de mutualisation à faire entre les clubs sportifs de Saint-Malo.

Ces éléments, nous les avons demandés également à l'Association pour la fin du mois de mai, avec pour objectif de présenter une délibération au Conseil municipal du 22 juin 2023.

- Le 14 juin 2023, nous avons reçu une réponse de l'association fournissant tous les documents que nous avons demandé dans le courrier du 14 avril. Mais la date de réception, une semaine avant le Conseil municipal et 2 jours avant l'envoi du dossier aux conseillers municipaux ne nous a pas permis de passer la délibération le 22 juin 2023. D'autant plus que nous avons pris le soin de demander une étude au cabinet Coudray sur notre capacité juridique à garantir un emprunt à cette association. J'ajoute également que le budget prévisionnel, qui nous a été transmis le 14 juin 2023, soulevait encore un certain nombre d'interrogations qui devaient être levées avant toute décision.

- Le 3 juillet 2023, une nouvelle réunion avec l'association au cours de laquelle l'association a apporté toutes les précisions sur les hypothèses d'activité ayant servi à élaborer le budget transmis le 13 juin. L'association a également précisé la nouvelle gouvernance mise en place, qui centralise l'engagement des dépenses jusque-là effectuées par section, comme je vous l'expliquais. L'association nous indique avoir dépassé avant la fin de la saison 2022-2023, les 2500 adhérents qui constituent, selon elle, le seuil de rentabilité économique de l'activité de l'Association et indique également que les projections de réinscription sont positives pour la saison 2023-2024 et à l'issue de la réunion du 3 juillet 2023, elle nous a confirmé l'ensemble de ces points dans un courrier du 6 juillet.

- Le 12 juillet 2023, le cabinet Coudray a validé la faisabilité juridique d'une garantie d'emprunt à titre exceptionnel.

- Le 20 juillet, j'ai adressé un courrier au Président de l'association en indiquant qu'une garantie d'emprunt sera proposée au Conseil municipal du 21 septembre, espérant que cet engagement notifié également par écrit au Directeur du Crédit Mutuel, permettrait à cette même banque d'autoriser un découvert, pour faire face aux charges de l'association jusqu'au mois de septembre, date de la rentrée de cotisations qui permet à l'association de connaître un nouveau démarrage. La banque refuse alors ce risque, sans certitude de la décision du Conseil municipal, c'est-à-dire que la banque soumet son octroi de prêts à la garantie d'emprunt votée par le Conseil municipal.

C'est ce qui m'a conduit à convoquer aujourd'hui le Conseil municipal pour permettre à l'association de faire face à ses charges au mois d'août et de tenir jusqu'à l'encaissement des cotisations de la nouvelle saison sportive.

Avant d'ouvrir les débats, je tiens également à préciser que dans le cadre de la garantie d'emprunt qui vous est proposée, nous avons évidemment respecté les conditions du Code des Collectivités Territoriales à savoir :

- premièrement, la garantie ne peut porter que sur plus de 50 % de l'emprunt. Cette limitation n'est toutefois pas applicable aux garanties constitutionnellement accordés, notamment à des organismes d'intérêt général ayant un caractère sportif. Ce qui comprend les associations ayant pour objet de promouvoir la pratique du sport, notamment les clubs sportifs amateurs. Dans la situation qui nous préoccupe. Je vous confirme donc que l'emprunt peut être garanti à 100 %.

- La 2^{ème} condition, la somme des annuités de la dette communale qui représente 8,9 millions d'euros et du total des emprunts garantis qui représentent 10,3 millions d'euros de l'année, doit être inférieur à 50 % des recettes réelles de fonctionnement, soit 41,37 millions d'euros. Ce critère est donc également largement respecté.

- 3^{ème} condition, un même organisme ne peut représenter plus de 10 % de la capacité de garantie d'emprunt de la collectivité, qui s'élève aujourd'hui à 32,4 millions d'euros. L'emprunt de l'association Jeanne d'Arc de 200 000 € représente 0,62 % de notre capacité de garantie d'emprunt. Critère également respecté.

Enfin, je dois dire que la situation à laquelle se trouve aujourd'hui confrontée la Jeanne d'Arc doit nous interroger sur notre capacité à mieux accompagner financièrement les organismes qu'on appelle satellites, ces associations que l'on subventionne assez fortement, à mieux les accompagner dans le contrôle de leur gestion. Il est évidemment impossible pour les services de la Ville de Saint-Malo d'effectuer un contrôle approfondi sur l'intégralité de ces structures, soit près de 25 associations qui perçoivent plus de 23 000 € de subventions. Mais nous pensons malgré tout que certaines mesures doivent pouvoir être mises en place pour renforcer le suivi et déclencher des études en cas d'alerte.

Ainsi, les directions de la Ville qui entretiennent le plus de partenariats avec les associations, principalement la Direction des Sports et la Direction de la Culture, exerceront une vigilance plus stricte sur la transmission des documents indispensables au contrôle, c'est-à-dire principalement les comptes annuels, le rapport financier, le rapport d'activité et tout autre document susceptible de nous éclairer sur les situations des associations.

À ce titre, j'ai demandé à la Direction des Finances de fournir aux autres directions des outils synthétiques qui permettent de mieux surveiller les agrégats financiers les plus sensibles. En cas d'alerte sur un indicateur, la direction concernée saisira directement la Direction des Finances pour un examen plus approfondi permettant de réagir rapidement auprès de l'organisme concerné.

Pour conclure enfin, la question peut se poser de savoir quel risque encoure la collectivité à garantir cet emprunt dans les conditions qui vous sont proposées.

Je souhaite pour ma part et je crois, l'association Jeanne d'Arc capable de rétablir sa situation financière et de parvenir à rembourser cet emprunt. C'est en tout cas le vœu le plus fort que je formule. Dans ce cas, notre garantie n'aura évidemment aucune incidence sur le budget de la commune.

Je tiens d'ailleurs à ce moment de mon intervention, à remercier les Présidents de la

Jeanne d'Arc pour la disponibilité et le dévouement dont ils ont fait preuve depuis le début de ce dossier. Je n'en dirais pas plus long sur ce sujet, mais il faut bien reconnaître que parfois, souvent même, l'engagement bénévole peut prendre le pas sur la vie personnelle et je dois reconnaître que beaucoup à la place des Présidents de la Jeanne d'Arc, auraient jeté l'éponge avant que nous en arrivions à ce stade. Il mérite toute notre reconnaissance pour la façon avec laquelle il se bat pour assurer la pérennité de ce club sportif auquel nous tenons tous, je crois pouvoir le dire.

En revanche, en cas de difficulté de la Jeanne d'Arc à honorer les annuités d'emprunt, la commune devra se substituer à elle. Comme pour toute garantie d'emprunt que nous votons, qui ne serait pas honorée partiellement ou totalement selon la nature ponctuelle ou définitive des difficultés de l'association.

Il faut bien comprendre que les annuités, ce qui est demandé en remboursement à la Jeanne d'Arc s'élèvent à 33 584,4 € par an pendant une durée de 7 années, ce qui représente 0,44 % de l'annuité de la dette du budget principal de la Ville qui, elle, s'élève à 7,2 millions d'euros en 2022.

Le montant de l'emprunt garanti représenterait, au cas où la commune devrait le rembourser, une augmentation de 0,34 % de l'encours de la dette du budget principal et de 0,27 % de la dette globale du budget général.

C'est évidemment important, j'espère que nous n'aurons pas à en arriver là, mais par rapport au montant de la dette, cela reste quand même de toute façon mesuré. Pour toutes ces raisons, je vous propose dans les 2 délibérations qui vont venir tout d'abord de bien vouloir adopter l'avenant n° 1 de la convention d'objectifs signée le 25 janvier 2022 avec l'association Jeanne d'Arc, avenant permettant à la fois de modifier le calendrier de versement de la subvention annuelle et définissant les conditions d'octroi d'une aide exceptionnelle. La convention d'objectifs que nous avons signée le 25 janvier 2022 ne nous permet pas de garantir cet emprunt.

Donc nous passons un avenant pour nous permettre de le faire aujourd'hui et en 2^{ème} délibération, je vous propose de garantir à 100 % un emprunt de 200 000 € pour l'association Jeanne d'Arc, emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel de Bretagne pour une durée de 7 année au taux d'intérêt fixe de 4, 7 %. Voilà présentées les 2 délibérations qui vous sont proposées ce soir. J'ouvre maintenant le débat En vous remerciant de m'avoir écouté.

Est-ce qu'il y a des demandes de parole ? Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci, Monsieur le Maire, à la fois effectivement saluer cette association qui va fêter ses 120 ans en 2024 qui est une grande et belle vieille dame malouine.

Et effectivement, saluer aussi tout le travail réalisé par l'ensemble du staff, des présidents : M. PLIHON, Monsieur GUEGAN et penser qu'avec une association d'intérêt général qui est un vrai poumon pour la ville, pour les Malouines et les Malouins. Un vrai poumon sportif !

J'ai quelques questions Monsieur le Maire, bien évidemment absolument pas

polémiques. On est dans un esprit de co-construction ce soir, mais effectivement au regard des 2 délibérations, plusieurs questions :

La première c'est sur la convention d'objectifs, je pense qu'il aurait été intéressant, dans la délibération d'avoir ce qu'elle contient en termes de durée, de modalités d'obligations, de conditions d'emploi, du matériel, de conditions d'évaluation des actions menées, des sanctions en cas de non-respect des obligations de l'association, des conditions de renouvellement de la convention, des conditions de résiliation de la convention et du recours en cas de litige résultant de l'exécution de la convention, compétence donnée au tribunal administratif. Je pense en tous les cas que face à un sujet assez complexe comme celui-là, cela aurait permis de nous éclairer. Vous avez bien rappelé la date de 2022, mais la précision de son contenu, moi, je ne l'ai pas par ailleurs.

M. Gilles LURTON :

25 janvier 2022, elle est dans votre Kbox.

Mme Anne LE GAGNE :

De 25 janvier 2022. Oui, je n'ai pas été regardé puisque ma Kbox est restée à l'agglomération puisqu'elle est en panne. C'est comme cela que j'ai réussi en pleine vacances à récupérer, grâce à Anne-Claire CLAVIER, les documents.

M. Gilles LURTON :

Mais on peut vous la renvoyer sans difficulté.

Mme Anne LE GAGNE :

Oui, cela permettra en tous les cas de savoir où l'on met les pieds par rapport à la première délibération quand on parle de cette convention.

Le 2^{ème} point, c'est sur la garantie d'emprunt qui garantit à 100 %. Un point de détail, il y a une petite coquille page 2, on parle de ration au lieu de ratio.

Le 2ème point, c'est de savoir effectivement comment vous vous situez. On met en avant le fait qu'il y a eu la crise COVID, des pertes d'adhérents. Je pense que c'est un sujet aussi auquel on fait face d'autres associations, qu'elles soient sportives ou culturelles, dans le tissu si dynamique malouin et je voulais savoir si vous pensez que nous allons avoir d'autres délibérations de ce type et si dans un esprit d'éthique, il y aura exactement le même type de décision de prise pour l'ensemble des associations ? C'est ma première question.

M. Gilles LURTON :

Alors sur la première question, sur la convention d'objectifs, je vous confirme qu'on va vous la renvoyer, il n'y a pas de difficulté là-dessus. C'est l'analyse du cabinet COUDRAY qui nous a conduit à prévoir sa modification avant de voter la garantie d'emprunt. Sur le ratio, nous allons faire la correction. Je vous demande d'accepter cet avenant dans la délibération.

Si d'autres situations de ce type devaient se produire, nous étudierons les choses de la même façon que nous l'avons étudiée avec la Jeanne d'Arc, c'est-à-dire un travail de

fond fait à la fois par moi-même, par l'ensemble des adjoints et des conseillers qui m'entourent, les conseillers municipaux qui suivent plus spécifiquement le dossier de la JA. Vous savez que les élus de la Commission des sports sont répartis par association. Nous examinerons et je n'en vois pas aujourd'hui, j'espère que cela n'arrivera pas, je ne vois pas aujourd'hui de raison de ne pas avoir de position identique vis-à-vis des autres associations qui se trouveraient confrontées aux mêmes difficultés en matière d'associations sportives. Je n'en dirais peut-être pas autant en matière d'associations culturelles, en tout cas, je suis moins sûr de moi sur le sujet. En matière d'associations sportives, je ne crois pas connaître d'autres associations qui soient confrontées à ce même problème. Vraiment la Jeanne d'Arc a été confrontée à ces situations, il y a des fluides comme pour toutes les associations, il y a eu la baisse des adhérents comme pour toutes les associations, mais s'est greffé à cela des mesures de sécurité exceptionnelles pour pouvoir maintenir leurs locaux ouverts qu'ils ont dû financer et qui les a vraiment conduits dans une situation qui est celle qu'ils connaissent aujourd'hui.

Mais je ne vois pas pourquoi je ne traiterais pas les autres associations à situation identique de la même façon. En tout cas, le dossier sera examiné au cas par cas.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci, Monsieur le Maire. C'est vrai que depuis 25 ans, l'association Jeanne d'Arc tire la sonnette d'alarme sur la situation de sa salle omnisport qui je crois a été construite après-guerre et qui effectivement a nécessité de la part des différents présidents, beaucoup d'abnégation, beaucoup d'énergie et j'imagine beaucoup de temps mais aussi beaucoup d'argent pour réussir effectivement à résoudre ces problèmes de sécurité.

Le 2^{ème} point, vous allez m'éclairer, dans les recherches que j'ai pu faire, je n'ai pas eu la chance d'échanger avec le cabinet COUDRAY, j'avais la notion qu'une association sportive ne pouvait bénéficier d'une garantie d'emprunt sauf bien sûr si le montant annuel des recettes de l'association, subventions comprises, ne dépassait pas 75 000 €. Là, on n'est pas dans le sujet, si le prêt avait été a été souscrit pour acheter du matériel ? On est bien en dehors de ce champ-là.

M. Gilles LURTON :

Tout à fait.

Mme Anne LE GAGNE :

Je ne l'ai pas vu dans la délibération.

M. Gilles LURTON :

Alors on est bien dans la garantie d'un emprunt permettant de faire face aux charges salariales et financières de l'association d'ici la fin du mois d'août.

Mme Anne LE GAGNE :

Oui, très bien.

M. Gilles LURTON :

La situation des locaux est compliquée, d'autant plus que les locaux ne leur appartiennent pas. Ils appartiennent à l'association Le Pailleur, ce qui fait que le jour où

la JA les quittera, elle ne bénéficiera pas de retour financier sur la valorisation de ces locaux en dehors d'un accord passé avec le diocèse pour maintenir un petit équipement sportif sur site.

Mais sur les locaux, nous n'avons trouvé que cette solution-là. La Ville financera la construction d'une nouvelle salle dont la Ville sera propriétaire, mais qui ne sera pas exclusivement parce qu'en dehors des heures d'occupation de la Jeanne d'Arc, elle pourra être mutualisée pour d'autres activités, mais principalement affectées aux activités sportives de la Jeanne d'Arc. Donc je considère aujourd'hui, même si un dossier n'est jamais résolu tant qu'il n'est pas réalisé, on ne sait jamais ce qui peut se passer, vous savez, je considère qu'aujourd'hui, ce dossier a bien avancé.

Mme BURGALETA-BOUVIER.

Mme Marie BURGALETA-BOUVIER :

Je voulais préciser qu'effectivement que dans le contrat de prêt, il est bien marqué dans l'objet : renforcement de capitaux permanent.

Mme Anne LE GAGNE :

Oui, mais comme il n'y a pas de précision concernant le matériel qu'effectivement, le diable se nichant parfois dans les détails, je préférerais poser cette question sans aucun esprit de polémique, et je réitère mon propos.

La garantie d'emprunt donc à 100 % pour bien comprendre : il y a un plafonnement par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Normalement, une collectivité ne peut pas garantir plus de 50 % du montant total de ces recettes de fonctionnement. Il y a une division du risque puis un partage du risque, la disposition limitant le montant maximum de la garantie accordée. Elle n'est pas applicable aux organismes d'intérêt général, c'est dans ce cadre-là que l'on peut garantir à 100 % le prêt à l'association Jeanne d'Arc, parce que l'association Jeanne d'Arc est donc d'intérêt général.

M. Gilles LURTON :

Je vous le confirme, c'est en tout cas l'analyse juridique que nous a été faite par le Cabinet Coudray.

Mme Anne LE GAGNE :

D'accord, OK, très bien.

Je conclurai mes propos sur cette notion juste de risque, donc sur l'enchaînement des conséquences, la collectivité est garante et elle s'engage en cas de défaillance du débiteur à assumer l'exécution de l'obligation ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti, c'est cela Monsieur le Maire.

M. Gilles LURTON :

C'est exactement cela, comme pour toute garantie d'emprunt.

Mme Anne LE GAGNE :

Il y a dans ce cadre-là c'est une question parce que je ne suis pas experte dans le domaine, il n'y a pas de risque de gestion de fait ?

M. Gilles LURTON :

À ma connaissance, non.

Mme Anne LE GAGNE :

Ok.

M. Gilles LURTON :

Nous, on s'est entouré avant de passer cette délibération, c'est pour cela qu'on ne l'a pas passée au mois de juin aussi, parce qu'on voulait avoir toute l'analyse juridique faite par des spécialistes de ce type de dossier et donc dans l'analyse qu'on nous a donnée, on ne nous a pas soulevé ce risque.

S'il n'y a pas d'autres interventions. Je vais mettre aux voix. Mme LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Vous remercier, Monsieur le Maire des réponses parce qu'effectivement c'est un sujet grave. Moi, je prends acte de vos réponses et vous en remercie.

M. Gilles LURTON :

Monsieur Hardoin demande la parole.

M. Jacques HARDOIN :

Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, la gravité du sujet a fait que vous avez pu, Monsieur le Maire, réunir ce soir autour de vous un large effectif du Conseil municipal et on ne peut que s'en féliciter.

Je voudrais, je ne connais pas bien l'association Jeanne d'Arc n'étant pas un vieux malouin n'ayant pas grandi à Saint-Malo, je n'ai pas pu faire sport à la Jeanne d'Arc. Mais je voulais quand même aussi, comme vous l'avez fait, remercier le Président et toute l'équipe et bien entendu approuver cette garantie que vous nous demandez de prendre aujourd'hui pour aider la Jeanne d'Arc dans ces moments difficiles et aussi saluer les mesures de contrôle que vous avez mises en place, qui me paraissent effectivement importantes.

Je pense qu'on pourrait peut-être, en tous les cas, conseiller au Président d'aller un peu plus loin et peut-être de s'entourer, de faire appel à un accompagnement managérial qui pourrait peut-être l'aider à traverser cette situation difficile parce que je pense qu'un président d'association, il a aussi les limites de la présidence d'une association et que dans une situation comme celle-là, il n'est pas mal peut-être de pouvoir s'appuyer sur un conseil extérieur qui pourrait l'aider.

J'ai bien noté qu'il y avait 3 experts-comptables bénévoles qui s'étaient portés volontaires, mais c'est pour la gestion vraiment des comptes. Je pense que plus largement pour la gouvernance de l'association, on pourrait conseiller peut-être au Président de s'appuyer sur une association d'aide au management comme il en existe. Je pense notamment à l'association EGEE que vous connaissez sans doute qui est une association Entente des Générations pour l'Emploi et l'Entreprise dont la vocation principale est d'accompagner les jeunes porteurs d'entreprises, mais aussi des entreprises en difficulté. C'est une association qui intervient bénévolement bien entendu, mais qui ne peut intervenir que si elle est sollicitée par le Président de l'association pour qu'effectivement qu'il n'y ait pas de gestion de fait, comme le rappelait Madame LE GAGNE. Je pense que cela ne serait pas inintéressant de suggérer à ce Président de pouvoir prendre contact avec les responsables de cette association du département mais qui sont malouins.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup pour cette précision.

Je précise juste sur l'intérêt général, la question de tout à l'heure, et le caractère sportif. L'intérêt général, c'est bien précisé et le caractère sportif.

Oui, vous avez tout à fait raison et je peux même vous confirmer aujourd'hui que le Président a déjà dû prendre contact avec l'association EGEE sur les conseils de Jacques HARDOIN pour être aidé dans la gestion quotidienne administrative de l'association. Nous avons là des personnes très volontaires qui sont capables vraiment de soutenir des associations comme celles-là et je pense que tout cela est en train de se mettre en place. Mais le Président nous le confirmera dans les semaines à venir. Donc c'est une très bonne proposition.

C'est dur aujourd'hui pour des présidents d'association bénévoles d'administrer des associations avec autant de sections et autant de licenciés. La vitesse de croisière de la JA, c'est à peu près 2700 licenciés, cela n'est pas rien. Il faut administrer cela et parfois, on manque un petit peu de compétences bénévoles puisque ce sont des associations qui reposent principalement sur le bénévolat pour assurer cette forme de soutien à l'association.

En tout cas, nous avons la volonté dans la limite de nos compétences et de nos possibilités légales, d'être aussi un soutien de ces associations, je ne dirais pas de cette, mais de ces associations.

Oui, Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Pour rebondir sur ce que vient de dire Monsieur HARDOIN, j'avais une question que j'ai omis de vous poser, même si j'ai compris.

C'étaient sur les mesures structurelles d'organisation et de gouvernance apportées. Donc vous nous avez expliqué les mesures structurelles de gouvernance apportées. Je n'ai pas sans doute pas prêté suffisamment attention mais je n'ai pas compris les mesures structurelles d'organisation. Ma question étant, il va y avoir effectivement des modifications dans l'offre de la JA et va-t-il y avoir des suppressions éventuellement d'emplois ?

M. Gilles LURTON :

Alors des suppressions d'emplois pour le moment à ma connaissance en tout cas, non, mais des départs à la retraite, oui, des mesures de réorganisation oui.

Pas de suppression pour le moment de section en tout cas pas à ma connaissance, la JA nous a fermement maintenu qu'elle était capable de faire face à ses engagements en maintenant toutes les sections dont elles disposent.

Nous nous sommes interrogés sur certaines sections structurellement déficitaires. Nous avons posé ces questions-là évidemment. Aujourd'hui, la JA maintient qu'elle est capable si le nombre d'adhérents se maintient au mois de septembre, elle est capable de faire face à ses engagements tout en maintenant l'ensemble des sections.

Par contre le fonctionnement indépendant des sections ne peut plus continuer comme cela, nous l'avons très clairement et très fermement affirmé dans les conditions que nous avons posées. Les frais généraux de l'association, ils sont assumés par l'organisation générale de la JA, et ce sont les frais les plus importants. Et cela, c'est ce

qui doit être réglé en priorité.

Donc à partir de là, l'organisation générale de la JA a besoin d'un retour plus important sur le financement des cotisations des licenciés des différentes sections.

Donc là-dessus nous tenons bon, mais nous tenons bon en concertation avec le bureau de la Jeanne d'Arc qui à mon avis se trouve soulagé de nous voir le soutenir dans cette initiative.

Madame CLAVIER.

Mme Anne-Claire CLAVIER :

Merci Monsieur le Maire, vous évoquez que la Commission des sports devra s'assurer du respect des engagements.

Est-ce qu'il ne serait pas plus judicieux que ce soit une commission financière ? Est-ce qu'à la Commission des sports, il y aura un contrôle suffisamment approfondi et professionnel ?

M. Gilles LURTON :

Déjà, si vous voulez, dans le cadre des subventions que nous votons, à l'ensemble des associations, je demande vraiment à chacune et chacun des adjoints d'être particulièrement scrupuleux dans leur domaine de compétences pour que les documents obligatoires soit transmis avec les demandes de subventions. Parfois, c'est difficile d'obtenir les comptes, le rapport annuel, de s'assurer que l'Assemblée générale a bien eu lieu, de s'assurer de toutes ces conditions nécessaires à l'attribution d'une subvention à l'association. Dans ce cadre, les directeurs du service des sports, des services des affaires culturelles ont toute compétence pour déclencher une procédure d'alerte. La direction financière va devoir leur fournir des agrégats leur permettant de mieux contrôler les documents qui leur sont envoyés. Et après, en cas d'alerte ou en cas de doute, la direction financière approfondira le dossier.

C'est la méthode que nous sommes en train de mettre en phase de façon à aller plus loin dans ce soutien que nous pouvons apporter aux associations, parce que c'est un soutien qu'on donne aux associations. Quand une association se trouve en difficulté, il faut trouver les moyens d'y faire face.

Mais en tout cas, quand on demande une subvention à une collectivité, il faut comprendre qu'il est nécessaire pour que les membres de la Commission qui s'occupent du dossier de subventions puissent se prononcer, que le rapport financier a été transmis, que la trésorerie de l'association a été transmise. C'est parfois très compliqué surtout quand il y a de l'argent sur les comptes d'associations, d'obtenir la trésorerie de l'association, que le rapport annuel ait été transmis, comme pour toute assemblée générale d'associations. C'est le b.a.-ba des fonctionnements des associations.

Moi j'insiste pour qu'on soit particulièrement scrupuleux sur ces points.

Le rôle d'une collectivité locale n'est pas non plus d'enrichir une association, le rôle d'une association n'est pas de thésauriser.

Ce sont des subventions publiques, c'est de l'argent public.

Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

La question posée par Anne-Claire CLAVIER, elle n'était pas générale, elle était particulière.

Considérant effectivement, le sujet de la JA, est-ce que vous pouvez nous expliquer

quelle va être l'organisation particulière de vos services concernant la JA pour l'accompagner au plus près ? Est-ce que Monsieur BELLOIR désormais va faire partie de la commission des sports ? Va-t-il y avoir un suivi régulier avec l'adjoint en charge des finances pour pouvoir assurer à la fois à la JA le meilleur accompagnement possible et à la Ville de veiller au moindre risque possible ?

M. Gilles LURTON :

Je vous confirme que Monsieur BELLOIR a participé évidemment à toutes les discussions depuis le début et que je compte beaucoup sur lui, mais il va le dire lui-même pour assurer ce suivi de très près. Nicolas, la parole, si tu le souhaites.

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, pour répondre à Madame CLAVIER sur la question, pourquoi pas la commission des finances au lieu de la Commission des sports, il y a un élément important qui nous a conduit plutôt à favoriser, que ce soit la Commission des sports. C'est ce qui a été évoqué tout à l'heure, c'est d'éviter dans ce qu'on va pouvoir qualifier d'une gestion de fait et donc si c'était la commission des finances, effectivement, on aurait pu nous reconnaître ce caractère-là.

Donc, dans ces conditions, on a préféré que ce soit la Commission des sports qui continue à assumer le suivi de cette association comme pour les autres associations sportives.

En revanche, cette situation, et c'est vrai que quand ce sont des événements qui interviennent comme cela dans la collectivité, qu'on prend des dispositions un peu particulières, c'est ce qu'a rappelé le maire.

Nous allons mettre en place pour l'ensemble des associations qui bénéficient de subventions importantes, puisque l'obligation elle est fixée à plus de 23 000 € par an et c'est ce qui déclenche justement ces conventions d'objectifs annuels, nous avons décidé d'aller au-delà et de mettre en place des indicateurs simples que nous allons construire, nous, la direction des finances, c'est-à-dire la collectivité, qui vont être fournies à toutes les directions qui suivent ces associations qui ont des subventions de plus de 23 000 € de la collectivité Ville de Saint-Malo. Dans ce cadre-là, dès qu'il y aura une alerte sur un indicateur dépassé à ce moment-là, la direction des finances s'impliquera davantage pour analyser justement les raisons de ce dépassement d'indicateurs. Mais tout cela, c'est pour éviter d'être trop dans la gestion directe et d'être qualifiée de gestion de fait, c'est simplement cela qui nous a conduit à retenir ce mode opératoire.

M. Gilles LURTON :

Très bien, Madame Abadie demandait la parole.

Mme Florence ABADIE :

Je voulais juste apporter comme précision, quand on a travaillé avec l'association, et qu'on a beaucoup insisté sur une comptabilité analytique par section qui n'existait pas avant, donc c'est vraiment intéressant d'avoir cette analyse mensuelle qui va être faite par les experts-comptables, mais il faut se rappeler tout de même que les sections les plus déficitaires sont aussi celles qui ont une vocation sociale les plus importantes, donc il y a un équilibre à avoir entre toutes les sections, ce que disait Monsieur le Maire. C'est important de faire une gestion globale et pas individuelle par section, et d'où

l'importance de cette association dans la Ville de Saint-Malo.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup.

- - - - -

- 1 - Avenant n° 1 à la convention d'objectifs avec l'association Jeanne d'Arc

Il n'y a pas d'autres questions. Je vais mettre aux voix la délibération concernant l'avenant à la convention d'objectifs. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y a pas d'opposition(s). Est-ce qu'y a des abstentions ? il n'y en a pas. La délibération est adoptée.

- - - - -

- 2 - Garantie à 100 % d'un emprunt de 200 000 euros pour l'association sportive Jeanne d'Arc auprès du Crédit Mutuel de Bretagne

Je vais maintenant mettre aux voix la délibération concernant la garantie d'emprunt à 100 % d'un prêt de 200 000 € contracté par l'association Jeanne d'Arc auprès du Crédit Mutuel de Bretagne. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce que nous garantissons cet emprunt ? Il n'y en a pas. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. La garantie d'emprunt est adoptée. Je tiens à vous remercier d'avoir accepté de suivre cette procédure avec nous.

- - - - -

Je vous apporte juste une précision en fin de conseil, mon directeur de cabinet va être appelé à occuper de nouvelles fonctions au sein d'un nouvel organisme, très exactement l'université de Rennes. Il deviendra directeur de cabinet du président de l'université de Rennes.

En conséquence, à ce jour, Madame ROULLE exerce l'intérim auprès de mon cabinet et j'ai lancé une procédure de recrutement d'un nouveau directeur de cabinet.

Pour toutes les questions que vous avez à poser, vous vous adressez soit à Madame ROULLE, soit à la direction générale, Madame BRETEL et Monsieur NIVOT, Monsieur PERNET est actuellement en congé, soit à mon secrétariat, Madame Agnès THIAUX.

Je remercierai officiellement Christian AVRIL pour le travail qu'il a réalisé et vous prie de croire, je le dis devant la presse, que pour ce qui me concerne, c'est une lourde perte.

Merci à vous.

- - - - -

La séance est levée à 19h30.

Le 21 septembre 2023

PROCES-VERBAL

**du Conseil Municipal
de la Ville de Saint-Malo**

Séance Publique du 08 août 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 27

Absents : 03

Nombre de pouvoirs : 13

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 02 août 2023

Date d'affichage de la convocation : 02 août 2023

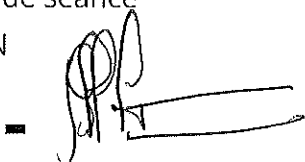
Date de publication de la séance : 09 août 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 08 août 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance

Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)

Florian LEMEE

